



Politique générale de l'ASN en matière de réglementation

1. CHAMP D'APPLICATION

La légitimité de l'action de réglementation des activités nucléaires par l'ASN trouve son fondement dans :

1°/ les dispositions du 1° de l'article 4 de la loi du 13 juin 2006 relative à la transparence et à la sécurité en matière nucléaire (loi TSN) : « (...) l'Autorité de sûreté nucléaire est consultée sur les projets de décret et d'arrêté ministériel de nature réglementaires relatifs à la sécurité nucléaire.

Elle peut prendre des décisions réglementaires à caractère technique pour compléter les modalités d'application des décrets et arrêtés pris en matière de sûreté nucléaire ou de radioprotection, à l'exception de ceux ayant trait à la médecine du travail. [...] » ;

2°/ les dispositions de l'article 8 de la même loi : « À la demande du Gouvernement, des commissions compétentes de l'Assemblée nationale et du Sénat ou de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques, l'Autorité de sûreté nucléaire formule des avis ou réalise des études sur les questions relevant de sa compétence. A la demande des ministres chargés de la sûreté nucléaire ou de la radioprotection, elle procède à des instructions techniques relevant de sa compétence. ».

L'action de l'ASN porte sur la réglementation à laquelle sont soumis :

- les exploitants d'installations nucléaires de base (INB) ;
- les responsables d'activités de transport de substances radioactives ;
- les responsables des autres activités comportant un risque d'exposition des personnes et des travailleurs aux rayonnements ionisants ;
- les responsables d'activité de construction et d'utilisation des équipements sous pression spécialement conçus pour les INB ;
- les organismes qu'elle agréé dans le but de participer aux contrôles et à la veille en matière de sûreté nucléaire et de radioprotection.

2. OBJECTIFS ET PRINCIPES

2.1. Objectifs

La politique de l'ASN relative à la réglementation vise à :

- assurer un haut niveau de protection des travailleurs, des patients, du public et de l'environnement, en prenant en compte, en particulier, les règles et les meilleures pratiques étrangères et internationales et en participant à l'élaboration et à la mise en œuvre de ces dernières ;
- favoriser le développement d'une « culture de sûreté » pleinement comprise et partagée par les différents acteurs de la sûreté nucléaire et de la radioprotection ;
- proportionner les exigences aux enjeux de sûreté nucléaire et de radioprotection ;
- préciser les droits et les responsabilités des acteurs du domaine, notamment en appliquant le principe de responsabilité première de l'exploitant.

2.2. Principes

Pour élaborer la réglementation, l'ASN veille à respecter les 10 principes suivants :

1. la définition d'une organisation pour l'étude puis l'élaboration de chaque texte ;
2. l'examen de l'utilité du texte prévu par rapport à sa finalité et aux enjeux qu'il emporte. Au début et à la fin du processus de rédaction, il est procédé à une évaluation de la nécessité d'élaborer un texte ou de le modifier. L'ASN vise à assurer un fondement juridique solide à la réglementation relative à la sûreté nucléaire et à la radioprotection ;
3. la volonté d'avoir une réglementation applicable, ce qui impose de maintenir un juste équilibre entre la nécessité de réglementer et les conséquences de cette réglementation sur les situations et intérêts concernés. L'ASN s'assure à cet effet que la réglementation envisagée ne conduise pas à une situation juridique instable, voire à des contradictions ;
4. le respect des textes de nature législative et communautaire et des textes internationaux contraignants et la prise en compte des textes non contraignants (normes, standards, recommandations) ;
5. la préférence donnée aux dispositions réglementaires plutôt qu'aux dispositions individuelles ;
6. l'examen des solutions apportées par d'autres administrations ou organismes français ou étrangers ;
7. la répartition des compétences de manière à ce qu'il revienne au Gouvernement de fixer, par décret ou par arrêté, les objectifs, les principes généraux et les principales modalités d'application en matière de sûreté nucléaire et de radioprotection. L'ASN précise ensuite ces modalités d'application par des décisions ;
8. la volonté d'une rédaction claire et concise des textes avec un recensement des modifications et l'abrogation expresse des dispositions obsolètes ou désuètes ;
9. le respect des consultations obligatoires dans des délais réalistes et, au-delà des obligations légales, la mise en œuvre de toute consultation jugée opportune de parties prenantes et d'experts ;
10. la diffusion de la réglementation en matière de sûreté et de radioprotection à tous les acteurs, dans des conditions permettant une bonne assimilation grâce notamment à des actions d'information et de formation et à l'élaboration de guides.

3. MOYENS

La contribution de l'ASN à la réglementation de la sûreté nucléaire et de la radioprotection est double : d'une part, l'ASN propose au Gouvernement des projets de décret ou d'arrêté ministériel en matière de sûreté nucléaire et de radioprotection et, d'autre part, l'ASN prend des décisions réglementaires à caractère technique pour préciser les textes gouvernementaux. Ces décisions sont soumises, en application de la loi TSN, du code de la santé publique et du code du travail, à l'homologation des ministres chargés de la sûreté nucléaire pour celles d'entre elles qui sont relatives à la sûreté nucléaire ou des ministres chargés de la radioprotection pour celles d'entre elles qui sont relatives à la radioprotection.

Pour faciliter le travail des rédacteurs, l'ASN met à leur disposition des outils et une organisation constitués notamment par :

- le processus « Qualité » RÉGLEMENTATION qui prévoit notamment la mise en place de groupes de travail pour la rédaction des textes et une instance de relecture des projets de texte ;
- des actions de formation à la rédaction de textes juridiques ;
- l'appui du pôle juridique du secrétariat général ;
- le recours à des expertises juridiques externes en tant que de besoin ;
- le suivi général de la production réglementaire ;
- la veille juridique.